

# Artikel 8

## Inhalt

2C_372/2020, Urteil vom 26.11.2020.....	2
2C_1083/2017, Urteil vom 04.06.2019 .....	3
2C_291/2018, Urteil vom 07.08.2018.....	3
2C_226/2018, Urteil vom 09.07.2018.....	4
2C_560/2015, Urteil vom 11.01.2016.....	5
BGE 140 II 102 .....	5
BGE 130 II 87 .....	5
2C_237/2011, Urteil vom 07.09.2012.....	6
2C_237/2011, Urteil vom 07.09.2012.....	6
2C_187/2011, Urteil vom 28.07.2011.....	6
2C_119/2010, Urteil vom 01.07.2010.....	6
2P.159/2005, Urteil vom 30.06.2006 .....	7
2C_330/2010, Urteil vom 17.06.2010.....	8
2A.619/2005, Urteil vom 02.03.2006 .....	8
2A.79/2005, Urteil vom 22.07.2005 .....	8
2P.274/2004, Urteil vom 13.04.2005 .....	9
2P.194/2004, arrêt du 23.03.2005 .....	9
2A.529/2004, Urteil vom 09.03.2005 .....	10
2A.454/2004, Urteil vom 02.02.2005 .....	10
2P.4/2004, Urteil vom 10.12.2004.....	10
2A.258/2003, sentenza del 11.06.2004 .....	11
2A.359/2003, Urteil vom 03.06.2004 .....	11
2A.295/2003, Urteil vom 03.06.2004 .....	11
2A.333/2003, Urteil vom 03.06.2004 .....	11
2A.353/2003, Urteil vom 03.06.2004 .....	12
2A.357/2003, Urteil vom 03.06.2004 .....	12
2A.126/2003, Urteil vom 13.04.2004 .....	12
2A.260/2003, Urteil vom 07.04.2004 .....	13
2A.276/2003, Urteil vom 07.04.2004 .....	13
2A.285/2003, Urteil vom 07.04.2004 .....	13
2A.255/2003, Urteil vom 30.03.2004 .....	14

2A.443/2003, arrêt du 29.03.2004.....	14
2A.111/2003, Urteil vom 29.01.2004 .....	14
2A.109/2003, Urteil vom 29.01.2004 .....	15
2A.127/2003, Urteil vom 29.01.2004 .....	15
2A.101/2003, Urteil vom 13.12.2003 .....	16
2P.216/2003, arrêt du 01.10.2003.....	16
2P.79/2003, sentenza del 04.07.2003 .....	16

## **2C\_372/2020, Urteil vom 26.11.2020**

Recours contre l'arrêt du Tribunal cantonal de l'Etat de Fribourg, le Cour administrative, du 18 mars 2020 (601 2019 78)

Art. 8 al. 1 let. d LLCA; mesure tendant au respect de l'indépendance structurelle de l'avocat.

Le litige a pour origine le constat du Tribunal cantonal FR que le recourant, avocat de profession, contreviendrait à l'exigence d'indépendance structurelle imposée par l'art. 8 al. 1 let. d LLCA. L'autorité précédente exige ainsi de l'intéressé qu'il complète les statuts de sa société anonyme d'avocats par une disposition obligeant l'acquéreur d'actions par succession, partage successoral, etc. de transférer ses titres à un avocat inscrit au barreau dans un délai d'une année, s'il n'est pas lui-même avocat inscrit au barreau en Suisse et si la société ne lui offre pas de reprendre lesdites actions à leur valeur réelle. Le Tribunal cantonal a en effet considéré que les statuts de la société d'avocats du recourant 1 n'empêchaient pas totalement certaines personnes de devenir – puis de rester – actionnaires de la société, quand bien même elles ne seraient pas inscrites dans un registre cantonal des avocats.

Le TF admet le recours contre cette décision. Il considère que la LLCA prévoit un système de surveillance étatique s'exerçant uniquement sur les personnes physiques inscrites au registre cantonal des avocats, qui seules peuvent, dans le cadre d'un monopole, représenter et assister des parties en justice. Il appartient ainsi à chaque avocat qui souhaite être inscrit dans un registre cantonal de démontrer qu'il remplit les différentes conditions prévues à l'art. 8 LLCA et de faire personnellement en sorte de les respecter sur la durée, s'il n'entend pas se faire radier dudit registre en application de l'art. 9 LLCA. Si l'avocat inscrit au registre n'exerce pas son activité à titre indépendant, mais comme employé d'une société d'avocats, il lui appartient de démontrer, lors de son inscription, que la société en question remplit les conditions imposées par la jurisprudence, c'est-à-dire qu'elle est entièrement détenue et dirigée par des avocats inscrits à un barreau cantonal, et de veiller ensuite à ce que ces conditions continuent d'être respectées dans le temps.

L'autorité de surveillance ne peut pas ordonner directement à ses éventuels actionnaires non avocats de procéder eux-mêmes à certains aménagements au sein de l'entreprise et de l'actionnariat, afin d'assurer l'indépendance structurelle des avocats actifs dans la société et, partant, l'inscription au registre de ces derniers. En fonction des circonstances, on peut tout au plus demander, comme en l'espèce, à l'avocat dont la radiation est envisagée de régulariser au plus vite sa situation en intervenant lui-même sur l'organisation de son étude pour autant, bien sûr, qu'une telle mesure entre dans sa sphère d'influence (cf. réf.).

L'introduction d'une disposition statutaire contraignant d'éventuels actionnaires non avocats à transférer leurs titres à une personne inscrite au barreau constitue du reste une mesure qui porte atteinte non seulement à l'autonomie organisationnelle de la société anonyme, mais aussi à la liberté de ses éventuels actionnaires non avocats, dont le comportement se voit fixé par avance. De tels actionnaires perdraient en particulier la faculté de conserver leurs actions et, le cas échéant, de changer le but de la société ou de la liquider, tout en se voyant obligés, selon les circonstances, de céder leurs titres à un prix bien inférieur à leur valeur réelle.

Ainsi, la mesure litigieuse s'adresse dans les faits directement au tiers actionnaire non avocat et sort de la sphère de compétence de la Commission du Barreau. Elle ne trouve aucun fondement légal dans la LLCA, qui institue une surveillance sur les seules personnes physiques inscrites au barreau.

Le TF relève encore qu'en fixant un délai nominal d'un an à l'actionnaire non avocat pour se défaire de ses actions, la mesure préconisée par le Tribunal cantonal part de la fausse prémisse que des avocats pourraient rester inscrits au registre durant une année tout en demeurant employés par une société dont l'actionnariat ne serait pas constitué exclusivement d'avocats inscrits au barreau. Dans un tel cas, la radiation des avocats concernés s'impose à bref délai, dans la mesure où ils exercent leur activité dans une structure qui ne répond plus aux exigences imposées par l'art. 8 al. 2 let. d LLCA.

 [2C\\_372/2020](#)

### **2C\_1083/2017, Urteil vom 04.06.2019**

Recours contre l'arrêt de la Cour de justice de la République et canton de Genève, Chambre administrative, du 14 novembre 2017 (A/2327/2017)

Art. 5 Abs. 2 lit. d BGFA; Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA; Art. 12 lit. b und c BGFA; Art. 13 BGFA.

Gegenstand dieses Urteils bildete das Gesuch einer Genfer Anwältin, die ihre Geschäftsadresse bei der B. AG im Anwaltsregister hatte eintragen wollen. Der Zweck der B. AG bestand unter anderem darin, unabhängigen Anwälten ein Geschäftsdomizil sowie die für die Ausübung einer Anwaltstätigkeit notwendigen Dienstleistungen anzubieten. Die Commission du Barreau du canton de Genève und der Genfer Cour de Justice sahen darin mehrere Verstösse gegen das BGFA und lehnten die Eintragung ab. Zu Recht, wie das Bundesgericht entschied.

 [2C\\_1083/2017](#)

### **2C\_291/2018, Urteil vom 07.08.2018**

Recours contre l'arrêt de la Chambre administrative de la Cour de justice de la République et canton de Genève du 20 février 2018 (ATA/152/2018)

Art. 8 et 9 LLCA.

Interdiction temporaire de pratiquer et radiation du registre cantonal des avocats.

Le recourant, avocat, a été condamné à deux reprises, en 2008 et 2009, à des peines pécuniaires avec sursis pour des infractions à la LCR. Il a également été définitivement condamné pour tentative de contrainte en 2016, ainsi que pour l'emploi d'une personne étrangère sans autorisation (art. 117 al. 1 LETr) et pour

inobservation par le débiteur des règles de la procédure de poursuite pour dettes ou de faillite (art. 323 CP) en 2017.

La Commission du barreau a radié le recourant du registre cantonal des avocats et prononcé à son encontre une interdiction temporaire de pratiquer d'une année. L'autorité cantonale a annulé la décision de la Commission du barreau en tant qu'elle fixait à douze mois l'interdiction temporaire de pratiquer du recourant et a nouvellement prononcé une telle interdiction pour quatre mois. Elle a rejeté le recours pour le surplus.

Le Tribunal fédéral a rejeté le recours de l'avocat contre la décision cantonale.

 [2C\\_291/2018](#)

### **2C\_226/2018, Urteil vom 09.07.2018**

Recours contre l'arrêt de la Cour de droit public du Tribunal cantonal de la République et canton de Neuchâtel du 25 janvier 2018 (CDP.2017.233)

Art. 8 et 9 LLCA.

Radiation du registre cantonal des avocats.

Le recourant, un avocat, a été reconnu coupable de menaces, contrainte et dommages à la propriété et condamné à 50 jours-amende avec un sursis pendant trois ans, ainsi qu'à une amende de 800 francs. Selon le jugement du 27. 9. 2016 rendu par la Cour pénale du Tribunal cantonal, le 25. 4. 2013, le recourant a tenu des propos menaçants envers le ferblantier engagé par la propriétaire de l'immeuble voisin de celui de la société qu'il administre. Il a ainsi déclaré: «mon père est un gars du Sud. Il a le sang chaud et que si ça doit finir au coup de fusil, cela finira au coup de fusil». Il a en outre également envoyé un message sur le téléphone portable de cet ouvrier le 14. 5. 2013 en le mettant en garde de la manière suivante: «il ne faudra donc pas vous étonner des conséquences si vous continuez à violer le droit de propriété d'autrui». Le 11. 7. 2013, devant le procureur, le recourant a déclaré: «Je vous laisse imaginer ce qui peut arriver de dramatique lorsqu'une personne brave l'interdit de passer dans un endroit, interdiction formulée par le propriétaire et qu'elle le fait malgré tout par la force (...) Je ne vais pas les laisser faire. Ils n'ont pas compris ... à moins qu'on me coupe les bras et les jambes. Je n'étais pas prêt à les laisser faire (...)». Par ailleurs, le recourant a endommagé un échafaudage et empêché la propriétaire du fond voisin de celui de la société d'accéder à la terrasse, en plaçant durant plusieurs mois une échelle contre la porte d'accès.

Sur la base des faits qui précèdent, le Tribunal fédéral considère que le Tribunal cantonal n'a pas excédé son pouvoir d'appréciation en confirmant la position de l'Autorité de surveillance, selon laquelle un avocat qui recourt à l'intimidation, en laissant présager des actes de violence, pour résoudre un conflit privé l'opposant à sa voisine ou à un entrepreneur mandaté, se rendant ainsi coupable de trois infractions distinctes, adopte un comportement incompatible avec la profession d'avocat, selon l'art. 8 LLCA. Le recourant perd de vue que sa condamnation a été prononcée pour des infractions contre l'honneur, mais également contre le patrimoine et surtout contre la liberté. De telles infractions ne sont nullement anodines et, dans le cas d'un avocat, ne sont aucunement compatibles avec le comportement attendu des personnes exerçant cette profession. On attend bien plus d'une personne formée à défendre les intérêts des justiciables confrontés à une situation telle que celle en cause, qu'elle cherche à résoudre le conflit par une solution amiable ou, en cas d'échec, en faisant

valoir ses droits dans le cadre d'une procédure judiciaire, mais en aucun cas en menaçant la partie adverse de lésions corporelles, voire de mort.

 [2C\\_226/2018](#)

### **2C\_560/2015, Urteil vom 11.01.2016**

Beschwerde gegen das Urteil des Kantonsgerichts Luzern, 1. Abteilung, vom 20. Mai 2015

Art. 8 lit. d und Art. 12 lit. c BGFA; Unabhängigkeit; Anwaltsgesellschaft in der Rechtsform einer GmbH.

 [2C\\_560/2015](#)

### **BGE 140 II 102**

Extrait de l'arrêt de la IIe Cour de droit public dans la cause X. contre Commission du Barreau du canton de Genève (recours en matière de droit public) 2C\_433/2013 du 6 décembre 2013

Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA; Registereintrag einer Anwältin, die bei einer internationalen Anwaltskanzlei angestellt ist; Prüfung mit Bezug auf die Unabhängigkeit.

Unter dem Aspekt der Unabhängigkeit ist die Situation eines Anwalts, der den Anwaltsberuf neben einem Anstellungsverhältnis ausübt (E. 4.1), zu unterscheiden von derjenigen eines Anwalts, der seinen Beruf als Angestellter ausübt (E. 4.2). Beurteilung - im Anschluss an BGE 138 II 440 des Falles einer Inhaberin eines schweizerischen Anwaltspatents, die bei einer als limited liability partnership nach amerikanischem Recht organisierten internationalen Anwaltskanzlei tätig ist (E. 5).

Sachverhalt: Eine deutsche Anwältin mit Zürcher Anwaltspatent beantragte die Eintragung ins Anwaltsregister des Kantons Genf gestützt auf eine Anstellung bei einer nach dem Recht von Delaware bestehenden Gesellschaft (LLP) mit einer Niederlassung in Genf. Keiner der Gesellschafter der Delaware-Gesellschaft war in einem kantonalen Anwaltsregister eingetragen. Die kantonalen Instanzen wiesen das Eintragungsgesuch ab; das Bundesgericht bestätigte die kantonalen Entscheide.

Erwägungen: Für die Hauptfrage entscheidend ist, ob die Anstellung der Anwältin durch die Delaware-Gesellschaft die gleichen Garantien bezüglich der Unabhängigkeit aufweist, wie wenn sie von einem oder mehreren in einem kantonalen Anwaltsregister eingetragenen Anwälten angestellt wäre. Weil eine Verpflichtung zur Einhaltung von Berufsregeln nach der Darstellung der Anwältin auf vertraglicher Grundlage basiert, liegt nicht die gleiche Situation vor, wie wenn eine gesetzliche Verpflichtung besteht; zudem besteht mangels Eintragung keine Aufsicht durch eine kantonale Aufsichtsbehörde, welche die Beachtung der Erfüllung von Art. 12 BGFA gewährleistet. Unter diesen Umständen betrachtete das Bundesgericht die institutionelle Unabhängigkeit als nicht gegeben. Die Anrufung der Inländerdiskriminierung (Anwälte in europäischen Büros der LLP können gestützt auf Art. 21 BGFA in der Schweiz auftreten) hilft nicht weiter, da die institutionelle Unabhängigkeit im öffentlichen Interesse liegt.

 [BGE 140 II 102](#)

### **BGE 130 II 87**

Art. 4-8, 12 sowie 36 BGFA; Eintragung ins kantonale Anwaltsregister, Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Gegen letztinstanzliche kantonale Beschlüsse über die Eintragung ins kantonale Anwaltsregister kann der

Anwaltsverband des betreffenden Kantons Verwaltungsgerichtsbeschwerde erheben (E. 1).  
Anwaltstätigkeit im Monopolbereich fällt unter das Grundrecht der Wirtschaftsfreiheit; Verweigerung des  
Registereintrags (wegen fehlender Unabhängigkeit) tangiert dieses Grundrecht, was bei der Auslegung des  
Begriffs der Unabhängigkeit zu berücksichtigen ist (E. 3).  
Unabhängigkeit des Anwalts als weltweit anerkannte Berufspflicht, im Umfeld des (veränderten) Berufsbilds  
(E. 4.1). Inhalt der Unabhängigkeit (E. 4.2), bundesgerichtliche Rechtsprechung (E. 4.3) und Literatur (E. 4.4)  
zur Frage der Unabhängigkeit von Anwälten im Angestelltenverhältnis.  
Entstehungsgeschichte von Art. 8 Abs. 1 lit. d und Art. 8 Abs. 2 BGFA; bei angestellten Anwälten besteht  
Vermutung für Fehlen der Unabhängigkeit (E. 5.1), die widerlegbar ist (E. 5.2). Verhältnis der gesetzlichen  
Regelung zum Freizügigkeitsabkommen, keine Inländerdiskriminierung (E. 5.1.2).  
Voraussetzungen, unter denen ein angestellter Anwalt den Registereintrag beanspruchen kann; Pflicht zur  
Schaffung klarer Verhältnisse (E. 6).  
In casu hat der Anwalt ungenügende Angaben zu seinem Angestelltenverhältnis gemacht und die Vermutung  
des Fehlens der Unabhängigkeit nicht widerlegt (E. 7).  
Art. 36 BGFA entbindet gegebenenfalls von der Erfüllung der fachlichen, nicht aber der persönlichen  
Voraussetzungen; bei fehlender Unabhängigkeit kann die Eintragung ins Register nicht übergangsrechtlich  
beansprucht werden (E. 8).

 [BGE 130 II 87](#)

#### **2C\_237/2011, Urteil vom 07.09.2012**

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F07-09-2012-2C\\_237-2011](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F07-09-2012-2C_237-2011)

#### **2C\_237/2011, Urteil vom 07.09.2012**

Beschwerde gegen den Entscheid des Kantonsgerichts St. Gallen, III. Zivilkammer, vom 18. Januar 2011.

Art. 8 Abs. 1 lit. d, Art. 12 lit. b und c, Art. 13 BGFA.

Eintragung ins Anwaltsregister.

Anwälte dürfen sich laut Bundesgericht zur Berufsausübung zu einer Kapitalgesellschaft wie einer AG oder GmbH zusammenschliessen. Allerdings muss dabei ihre Unabhängigkeit sichergestellt sein.

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F07-09-2012-2C\\_237-2011](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F07-09-2012-2C_237-2011)

#### **2C\_187/2011, Urteil vom 28.07.2011**

Recours contre l'arrêt du Tribunal cantonal du canton du Valais, Cour de droit public, du 21 janvier 2011.

Art. 8 al. 1 let. b, 9 et 17 LLCA.

Radiation du registre cantonal des avocats.

Un avocat sédunois doit accepter sa radiation du barreau. Le Tribunal fédéral confirme une décision de l'autorité de surveillance des avocats valaisans. En 2009, l'homme de loi avait été condamné pour calomnie par le Tribunal cantonal valaisan.

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F07-09-2012-2C\\_237-2011](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F07-09-2012-2C_237-2011)

#### **2C\_119/2010, Urteil vom 01.07.2010**

Beschwerde gegen das Urteil des Obergerichts des Kantons Zug vom 17. Dezember 2009.

Art 8 Abs. 1 lit. b und Art. 9 BGFA.

Löschung des Eintrags im Anwaltsregister.

Die bundesrechtlich vorgeschriebenen persönlichen Voraussetzungen für den Registereintrag stellen lediglich Minimalanforderungen dar, die in allen Kantonen erfüllt sein müssen. Bei der Prüfung der Frage der Vereinbarkeit der strafrechtlichen Verurteilung mit dem Anwaltsberuf verfügt die Aufsichtsbehörde nach dem Willen des Gesetzgebers demnach über einen grossen Beurteilungsspielraum; die Behörde hat indessen stets den Grundsatz der Verhältnismässigkeit zu beachten [Literatur]. Für die Verweigerung des Eintrages bzw. für dessen Löschung muss somit stets eine gewisse Tatschwere vorliegen und diese muss mit der Löschung in einem vernünftigen Verhältnis stehen (Ernst Staehelin/Christian Oetiker, in: Kommentar zum Anwaltsgesetz, 2005, N. 6 und N. 18 zu Art. 8 BGFA).

Die Vorinstanz hat erwogen, der Beschwerdeführer habe mit dem ihm vorgeworfenen Vorgehen [Urkundenfälschung im Amt] die elementarsten Pflichten einer Urkundsperson in grober Weise missachtet. Das persönliche, in aller Regel gemeinsame Erscheinen der Parteien vor der Urkundsperson sei zentraler und unabdingbarer Bestandteil jeder öffentlichen Beurkundung. Dem ist beizupflichten. Ein Anwalt, dem die Urkundsbefugnis allein gestützt auf seine Anwaltstätigkeit erteilt wurde und der elementarste Beurkundungsvorschriften verletzt, enttäuscht in grober Weise das damit in ihn gesetzte Vertrauen. Die Vorinstanz hat demnach kein Bundesrecht verletzt, wenn sie zum Schluss gekommen ist, das Verhalten des Beschwerdeführers, welches zur strafrechtlichen Verurteilung führte, sei im Sinne von Art. 8 Abs. 1 lit. b BGFA mit dem Anwaltsberuf nicht mehr vereinbar.

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F01-07-2010-2C\\_119-2010](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F01-07-2010-2C_119-2010)

### **2P.159/2005, Urteil vom 30.06.2006**

Staatsrechtliche Beschwerde gegen den Entscheid des Kantonsgerichts st. Gallen, III. Zivilkammer, vom 1. April 2005

Art. 8 Abs. 1 lit. c BGFA.

Art. 27 BV; Patententzug bei Rechtsanwälten.

Das Bundesgericht hat in ständiger Praxis als mit der Wirtschaftsfreiheit vereinbar erklärt, dass die Kantone die Erteilung des Rechtsanwaltpatents und das Recht zur weiteren Berufsausübung von gewissen persönlichen Voraussetzungen abhängig machen. Die Beschränkung des Zugangs zum Beruf des Rechtsanwalts auf vertrauenswürdige Kandidaten dient sowohl dem Schutz des rechtsuchenden Publikums als auch der Rechtspflege überhaupt und liegt mithin im öffentlichen Interesse. Gleiches gilt hinsichtlich des Patententzugs bei Rechtsanwälten, welche nicht mehr über die notwendigen persönlichen Voraussetzungen zur Berufsausübung verfügen: Ein gestützt auf entsprechende Umstände verfügter Entzug des Anwaltpatents hat – anders als Massnahmen, mit welchen ein Verstoss gegen die Berufsregeln gesühnt und der Betroffene spezialpräventiv von weiteren Verfehlungen abgehalten werden soll – nicht Disziplinarcharakter, auch wenn er subjektiv so empfunden werden mag. Vielmehr dient ein Patententzug der Absicherung jener persönlichen Eigenschaften, über welche die Kandidaten bereits bei der Patenterteilung verfügen müssen, und bezweckt dergestalt den Schutz von Rechtsuchenden und Rechtspflege vor berufsunwürdigen Personen.

[http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F30-06-2006-2P-159-2005](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F30-06-2006-2P-159-2005)

### **2C\_330/2010, Urteil vom 17.06.2010**

Recours contre l'arrêt du Tribunal administratif du canton de Genève, 2ème Section, du 2 mars 2010.

Art. 8 LLCA.

Radiation d'un avocat du registre cantonal.

Selon l'art. 8 al. 1 let. c LLCA, pour pouvoir être inscrit au registre d'un canton, l'avocat ne doit faire l'objet d'aucun acte de défaut de biens. Peu importe que cet acte soit provisoire ou définitif (arrêt 2A.619/2005 du 2 mars 2006). Cette exigence de solvabilité doit protéger les clients de l'avocat, dans la mesure où celui-ci se voit confier des fonds. Elle implique de produire une attestation ou un extrait délivré par l'office des poursuites et des faillites (cf. François Bohnet/Vincent Martenet, Droit de la profession d'avocat, 2009, p. 276, no 621). Cette condition doit être remplie tout au long de la pratique de l'avocat inscrit au registre.

Le Tribunal fédéral a déjà eu l'occasion de faire plusieurs fois application de cette norme (cf. p. ex. arrêts 2A.619/2005, précité; 2A.454/2004 du 2 février 2005). En l'espèce, le recourant fait grief au Tribunal administratif d'avoir retenu l'existence de quarante-cinq actes de défaut de biens à son encontre, alors qu'il n'y en aurait eu «que» treize. Dès lors que l'existence d'un seul acte de défaut de biens suffit à justifier la radiation du registre, une telle erreur, si elle était avérée, ne serait pas susceptible d'influer sur le sort de la cause. Partant, le grief d'arbitraire dans l'établissement des faits, qui est le seul soulevé, doit être rejeté et le recours avec lui.

[http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F17-06-2010-2C\\_330-2010](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F17-06-2010-2C_330-2010)

### **2A.619/2005, Urteil vom 02.03.2006**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Entscheid des Verwaltungsgerichts des Kantons Zürich vom 25. August 2005.

Die Regelung von Art. 8 Abs. 1 lit. c BGFA will die Zahlungsfähigkeit des Anwalts sicherstellen. Die Klienten sollen ihm bedenkenlos finanzielle Mittel anvertrauen können und nicht befürchten müssen, dass der Anwalt diese Mittel wegen Zahlungsschwierigkeiten nicht zurückgeben kann. Die Eintragung ins kantonale Anwaltsregister muss unabhängig davon verweigert werden, ob es sich um einen provisorischen oder um einen definitiven Verlustschein handelt.

Gegen den Beschwerdeführer sind sowohl vor der Konkurseröffnung als auch nach der Einstellung des Konkursverfahrens zahlreiche Pfändungen durchgeführt worden, welche eine ungenügende Deckung erbracht hatten. Damit liegen ungetligte Verlustscheine gegen den Beschwerdeführer vor. Dass es sich dabei um bloss provisorische im Sinne von Art. 115 Abs. 2 SchKG handelt, ändert nichts daran, dass der Beschwerdeführer die Voraussetzung von Art. 8 Abs. 1 lit. c BGFA nicht (mehr) erfüllt und deshalb aus dem kantonalen Anwaltsregister zu löschen ist (Art. 9 BGFA).

[http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F02-03-2006-2A-619-2005](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F02-03-2006-2A-619-2005)

### **2A.79/2005, Urteil vom 22.07.2005**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen das Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Genf vom 21. Dezember 2004.

Art. 6, 8 Abs. 1 lit. b, 9 BGFA und Anwaltsgesetz des Kantons Genf vom 26. April 2002.  
Löschung des Registereintrages.

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F22-07-2005-2A-79-2005](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F22-07-2005-2A-79-2005)

### **2P.274/2004, Urteil vom 13.04.2005**

Staatsrechtliche Beschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich vom 22. September 2004.

Art. 3, 8, 12, 17 BGFA sowie § 1 und § 30 aAnwG/ZH.

Entzug des Rechtsanwaltspatents eines Zürcher Anwalts, der wegen Erschleichens einer Falschbeurkundung zu einer bedingten Gefängnisstrafe von acht Monaten verurteilt worden war; Art. 27 BV.

Wo bei Streitigkeiten über den Patententzug zugleich eine Verzahnung mit den bundesrechtlichen Vorschriften des eidgenössischen Anwaltsgesetzes besteht, welches u.a. die sachlichen und persönlichen Voraussetzungen für den Eintrag ins Anwaltsregister normiert (Art. 7 f. BGFA) und die Berufsregeln für Anwälte abschliessend festhält (Art. 12 BGFA), ist als Rechtsmittel auf Bundesebene die Verwaltungsgerichtsbeschwerde zulässig (E. 1).

Weil der Entzug des Anwaltspatents einen besonders schweren Eingriff in die Wirtschaftsfreiheit darstellt, prüft das Bundesgericht vorliegend sowohl die Anwendung und Auslegung des einschlägigen kantonalen Rechts als auch die Verhältnismässigkeit des Eingriffs frei (E.2).

Entscheidend ist nach der Regelung von § 30 aAnwG/ZH einzig, ob der Patentinhaber noch über die gesetzlich geforderte Ehrenhaftigkeit und Zutrauenswürdigkeit - und damit über die gemäss § 1 aAnwG/ZH notwendigen persönlichen Voraussetzungen für die Erteilung der Berufsausübungsbewilligung - verfügt oder ob er diese Eigenschaften verloren hat (E. 3).

Ein Patententzug erfolgt in der Regel nur nach einer vorgängigen Warnung; ausnahmsweise bereits nach einer erstmaligen Verfehlung, wenn das fragliche Verhalten Eigenschaften offenbart, welche mit der Stellung eines Rechtsanwalts schlechthin unvereinbar sind (E. 4).

Die berufsspezifische Ehrenhaftigkeit und Zutrauenswürdigkeit wird durch die strafrechtliche Verurteilung besonders stark betroffen, weil diese auf Handlungen zurückgeht, die in direktem Zusammenhang mit seiner Tätigkeit und Funktion als Rechtsanwalt stehen. Nicht entscheidend ist, dass das strafbare Verhalten des Beschwerdeführers im Zeitpunkt des Patententzugs bereits rund 14 Jahre zurücklag. Der berufliche Leumund des Beschwerdeführers wird durch verschiedene vorangegangene Disziplinar massnahmen zusätzlich erheblich beeinträchtigt. Der Schluss auf das Vorliegen erheblicher Charaktermängel, welche die persönliche Befähigung zur Ausübung des Rechtsanwaltsberufs in Frage stellen, drängt sich insbesondere aufgrund des Lügenverhaltens im Strafverfahren sowie der Verwicklung der Familienangehörigen in seine offensichtlich erfundenen Geschichten geradezu auf (E. 5).

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F13-04-2005-2P-274-2004](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F13-04-2005-2P-274-2004)

### **2P.194/2004, arrêt du 23.03.2005**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen das Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Genf vom 18. Mai 2004.

Art. 8, 9, 12, 13, 17, 18, 34 BGFA und Genfer Anwaltsgesetz vom 26. April 2002.

Dauerndes Berufsausübungsverbot, Berufsregeln, persönliche Voraussetzungen, Berufsgeheimnis, Disziplinar massnahmen, Löschung des Registereintrages, Verfahren.  
Definitives Berufsverbot für einen Genfer Kollegen, welcher schon dreimal wegen Verletzung von Berufspflichten disziplinarisch bestraft und überdies wegen Nötigung und ANAG-Verstoss zu einer bedingten Gefängnisstrafe von sechs Monaten verurteilt worden war. Im vorliegenden Entscheid ging das Bundesgericht im Einzelnen auf diese Vorfälle ein und hielt fest, das Genfer Verwaltungsgericht habe zu Recht angenommen, diese Vorfälle seien bewiesen und es sei der Anspruch, gehört zu werden, nicht verletzt. Auch stehe fest, dass der Genfer Kollege mit der Summe der ihm vorgeworfenen Verstösse gegen das Berufsrecht die anwaltlichen Pflichten in schwerer Weise verletzt habe. Daran ändere nichts, dass einzelne Verstösse nicht sanktioniert worden seien. Das Verhalten dieses Anwaltes belege seinen fehlenden Respekt vor den Gesetzen, Gericht und Behörden. Der Schluss sei erlaubt, dass er nicht fähig sei, sich an die Berufspflichten zu halten. Eine definitive Berufseinstellung sei nicht unverhältnismässig und das Verwaltungsgericht habe sein Ermessen nicht überschritten. Das Bundesgericht stütze seine Erwägungen auf das BGFA und das neue Genfer Anwaltsgesetz und hielt fest, es bleibe für die Beurteilung des Verhaltens ohne Bedeutung, dass diese vom Verwaltungsgericht nach altem Recht vorgenommen worden sei, welches im Übrigen nicht günstiger sei. Das Bundesgericht behandelte das als staatsrechtliche Beschwerde eingereichte Rechtsmittel gegen das Berufsverbot als Verwaltungsgerichtsbeschwerde.

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F23-03-2005-2P-194-2004](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F23-03-2005-2P-194-2004)

#### **2A.529/2004, Urteil vom 09.03.2005**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 16. August 2004.

Art. 6, Art. 8 Abs. 1 lit. d, Art. 12 lit. h, Art. 36 BGFA.  
Eintragung in das kantonale Anwaltsregister.

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F09-03-2005-2A-529-2004](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F09-03-2005-2A-529-2004)

#### **2A.454/2004, Urteil vom 02.02.2005**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen das Urteil des Kantonsgerichts des Kantons Neuenburg vom 14. Juni 2004.

Art. 8 Abs. 1 lit. c, Art. 9, Art. 12 lit. a, f, h und i, Art. 17 BGFA.  
Zweijähriges Berufsverbot und Löschung des Registereintrages.

#### **2P.4/2004, Urteil vom 10.12.2004**

Staatsrechtliche Beschwerde gegen den Beschluss des Kantonsrats des Kantons Zürich vom 17. November 2003.

Art. 8, 12, 13 BGFA, Freizügigkeitsabkommen (FZA).  
Prozessfinanzierung. Rüge der Verletzung von Art. 9, 27, 36 Abs. 3, 49 Abs. 1 BV sowie der Vertragsfreiheit. Zur Frage des Verbots der Vereinbarung einer Prozessfinanzierung bzw. deren Vermittlung; keine Verletzung der derogatorischen Kraft des Bundesrechts (Art. 49 Abs. 1 BV), weil § 41 Abs. 1 lit. b AnwG/ZH einen anderen Sachverhalt regelt als Art. 12 lit. e BGFA (E. 3).

Generelles Verbot der Prozessfinanzierung unzulässig; kein Verstoß gegen die Berufsregeln (E. 4.5).  
Mögliche Interessenkonflikte zwischen Klient und Prozessfinanzierer stellen keinen hinreichenden Grund dar, Prozessfinanzierungen insgesamt zu verbieten. Allfälligen sich daraus ergebenden Konfliktsituationen kann durch das bereits geltende Anwaltsrecht (Art. 12 und 17 BGFA) entgegengewirkt werden. Der selbständige Anwalt untersteht nicht den Weisungen des Prozessfinanzierers und soll auch nicht in einem sonstigen Abhängigkeitsverhältnis zu diesem stehen (E. 4.6).

Prozessfinanzierer sind nicht ohnehin vom Verbot des Erfolgshonorars nach Art. 10 der Verordnung über die Rechtsschutzversicherung (RSV-VO) erfasst (E. 4.7).

Keine Notwendigkeit zum generellen Verbot der Prozessfinanzierung. Die kantonale Verbotsnorm erweist sich als unverhältnismässig und verletzt damit die Wirtschaftsfreiheit (E. 4.8).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F10-12-2004-2P-4-2004](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F10-12-2004-2P-4-2004)

### **2A.258/2003, sentenza del 11.06.2004**

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F11-06-2004-2A-258-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F11-06-2004-2A-258-2003)

### **2A.359/2003, Urteil vom 03.06.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 1. Juli 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.  
Anwalt als Gründungsmitglied, Aktionär, Verwaltungsrat und teilzeitlich Angestellter einer Treuhandgesellschaft mit Wirtschafts- und Rechtsberatung.

Sind sämtliche Voraussetzungen für den Eintrag ins Anwaltsregister erfüllt, erübrigt sich die Übergangsregelung von Art. 36 BGFA; Eintragung bewilligt nach Auflösung der geschäftlichen Verbindungen zur Treuhandgesellschaft, weil Subordinationssituation (Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA) dahin gefallen (E. 2).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-359-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-359-2003)

### **2A.295/2003, Urteil vom 03.06.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 13. Mai 2003.

Art. 6, 7, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwalt im Anstellungsverhältnis ist als Mitglied des Kaders in Rechtsschutz AG, Leiter Support und Stellvertreter Leiter Rechtsdienst tätig. Eintrag ins kantonale Anwaltsregister ist mangels Nachweises der Unabhängigkeit gegenüber Arbeitgeberin nicht möglich (E. 3).

Art. 36 BGFA als Übergangsbestimmung; kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 4).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-295-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-295-2003)

### **2A.333/2003, Urteil vom 03.06.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 4. Juni 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwalt im Anstellungsverhältnis zu Rechtsschutz AG (E. 2 u. 3).

Art. 36 BGFA als Übergangsbestimmung; kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 4).

Die bewilligte Eintragung ins kantonale Anwaltsregister verstösst mangels Nachweises der Unabhängigkeit gegen Bundesrecht (E. 5).

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-333-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-333-2003)

### **2A.353/2003, Urteil vom 03.06.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 20. Juni 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwältin im Anstellungsverhältnis zu Rechtsschutz AG ist als juristische Mitarbeiterin im Bereich

Rechtsdienst tätig (E. 2 u. 3).

Art. 36 BGFA als Übergangsbestimmung; kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 4).

Die bewilligte Eintragung ins kantonale Anwaltsregister verstösst mangels Nachweises der Unabhängigkeit gegen Bundesrecht (E. 5).

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-353-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-353-2003)

### **2A.357/2003, Urteil vom 03.06.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 26. Juni 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwalt im Anstellungsverhältnis zu Rechtsschutz AG ist als juristischer Mitarbeiter im Rechtsdienst tätig (E. 2 u. 3).

Art. 36 BGFA als Übergangsbestimmung; kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 4).

Die bewilligte Eintragung ins kantonale Anwaltsregister verstösst mangels Nachweises der Unabhängigkeit gegen Bundesrecht (E. 5).

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-357-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F03-06-2004-2A-357-2003)

### **2A.126/2003, Urteil vom 13.04.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 18. Februar 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.  
Anwalt leitet an der gleichen Adresse wie sein Anwaltsbüro bei einer Treuhand-Gesellschaft (Rechts-, Wirtschafts-, Anlage- und Steuerberatung, Geschäftsführungen usw.) deren Rechtsabteilung, ist kollektiv zeichnungsberechtigt und Verwaltungsrat.

Fachliche und persönliche Voraussetzungen der Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; insbesondere anwaltliche Unabhängigkeit (Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA) (E. 3-4).

Frage der Unabhängigkeit des Anwalts im Anstellungsverhältnis als Mitglied des Managements einer Treuhandgesellschaft bzw. als Mitglied und Sekretär des Verwaltungsrats (E. 5).

Art. 36 BGFA regelt als Übergangsbestimmung die Anerkennung von Anwaltspatenten, die möglicherweise den Voraussetzungen nicht genügen, welche nunmehr nach dem Anwaltsgesetz gelten. Kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 6).

Die Eintragung ins kantonale Anwaltsregister ist mangels Nachweises der Unabhängigkeit mit Bundesrecht nicht vereinbar (E. 7).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F13-04-2004-2A-126-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F13-04-2004-2A-126-2003)

#### **2A.260/2003, Urteil vom 07.04.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 23. April 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.  
Anwalt im Anstellungsverhältnis ist als Presserechtskonsulent und als (unentgeltlicher) Vertreter von Medienschaffenden und weiteren Mitarbeitern tätig. Eintrag ins kantonale Anwaltsregister ist mangels Nachweises der Unabhängigkeit gegenüber Arbeitgeberin nicht möglich (E. 2).

Art. 36 BGFA als Übergangsbestimmung; kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 3).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F07-04-2004-2A-260-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F07-04-2004-2A-260-2003)

#### **2A.276/2003, Urteil vom 07.04.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 8. Mai 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.  
Anwalt im Anstellungsverhältnis ist als Presserechtskonsulent und als (unentgeltlicher) Vertreter von Medienschaffenden und weiteren Mitarbeitern tätig. Eintrag ins kantonale Anwaltsregister ist mangels Nachweises der Unabhängigkeit gegenüber Arbeitgeberin nicht möglich (E. 2).

Art. 36 BGFA als Übergangsbestimmung; kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 3).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F07-04-2004-2A-276-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F07-04-2004-2A-276-2003)

#### **2A.285/2003, Urteil vom 07.04.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zrich, Verwaltungskommission, vom 8. Mai 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwalt im Anstellungsverhältnis ist als "Rechtskonsulent Neue Medien" und als (unentgeltlicher) Vertreter von Medienschaffenden und weiteren Mitarbeitern tätig. Eintrag ins kantonale Anwaltsregister ist mangels Nachweises der Unabhängigkeit gegenüber Arbeitgeberin nicht möglich (E. 2).

Art. 36 BGFA als Übergangsbestimmung; kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 3).

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F07-04-2004-2A-285-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F07-04-2004-2A-285-2003)

### **2A.255/2003, Urteil vom 30.03.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zrich, Verwaltungskommission, vom 8. April 2003.

Art. 6, 8, 12 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwältin ist bei der X. Management AG angestellt, wo sie - als Vizedirektorin - in der Rechtsabteilung arbeitet und insbesondere für die zum X.- Konzern gehörenden Tochtergesellschaften, einzelfallweise auch für die Arbeitgeberin selber, im Auftragsverhältnis anwaltlich tätig ist.

Fachliche und persönliche Voraussetzungen der Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; insbesondere anwaltliche Unabhängigkeit (Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA ); Eintrag ins kantonale Anwaltsregister ist mangels Nachweises der Unabhängigkeit gegenüber Arbeitgeberin nicht möglich (E. 2).

Art. 36 BGFA regelt als Übergangsbestimmung die Anerkennung von Anwaltspatenten, die möglicherweise den Voraussetzungen nicht genügen, welche nunmehr nach dem Anwaltsgesetz gelten. Kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 3).

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F30-03-2004-2A-255-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F30-03-2004-2A-255-2003)

### **2A.443/2003, arrêt du 29.03.2004**

 [relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F29-03-2004-2A-443-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F29-03-2004-2A-443-2003)

### **2A.111/2003, Urteil vom 29.01.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zrich, Verwaltungskommission, vom 12. Februar 2003.

Art. 6, 8, 12, 25, 27 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwalt ist bei der im Bereich Gewinnung und Verarbeitung von Aluminium tätigen Y. Ltd im Rechtsdienst angestellt sowie als Prokurist mit Kollektivunterschrift im Handelsregister eingetragen.

Erfüllt eine Person die ordentlichen Voraussetzungen des BGFA für einen Eintrag ins Register, erübrigt sich eine Berufung auf Art. 36 BGFA; fachliche und persönliche Voraussetzungen der Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; insbesondere anwaltliche Unabhängigkeit (Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA ) (E. 2).

Anwaltstätigkeit und Anwaltsmonopol; Wirtschaftsfreiheit; Unabhängigkeit des Anwalts; Berufspflichten des Anwalts (Art. 12 lit. c BGFA); Interessenkollisionen; Entstehungsgeschichte des BGFA (E. 3 u. 4).

Ausübung des Anwaltsberufs durch Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU oder EFTA (Art. 25 und Art. 27 BGFA),

Freizügigkeitsabkommen (E. 5).

Voraussetzungen der Zulassung von Teil- und Vollzeitangestellten zur (nebensächlichen) Berufsausübung als Rechtsanwalt; Ausgestaltung des Arbeitsvertrages bzw. der Zusatzvereinbarung, Geschäftsadresse (E. 6-7).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F29-01-2004-2A-111-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F29-01-2004-2A-111-2003)

#### **2A.109/2003, Urteil vom 29.01.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 13. Februar 2003.

Art. 6, 8, 12, 25, 27 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwalt im Anstellungsverhältnis mit der „Zürich“ Versicherungs-Gesellschaft als Unternehmungsjurist im Konzernrechtsdienst sowie als Prokurist mit Kollektivunterschrift zu zweien für die Zurich Financial Services und die "Zürich" Versicherungsgesellschaft im Handelsregister eingetragen.

Erfüllt eine Person die ordentlichen Voraussetzungen des BGFA für einen Eintrag ins Register, erübrigt sich eine Berufung auf Art. 36 BGFA; fachliche und persönliche Voraussetzungen der Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; insbesondere anwaltliche Unabhängigkeit (Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA ) (E. 2).

Anwaltstätigkeit und Anwaltsmonopol; Wirtschaftsfreiheit; Unabhängigkeit des Anwalts; Berufspflichten des Anwalts (Art. 12 lit. c BGFA); Interessenkollisionen; Entstehungsgeschichte des BGFA (E. 3 u. 4).

Ausübung des Anwaltsberufs durch Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU oder EFTA (Art. 25 und Art. 27 BGFA), Freizügigkeitsabkommen (E. 5).

Voraussetzungen der Zulassung von Teil- und Vollzeitangestellten zur (nebensächlichen) Berufsausübung als Rechtsanwalt; Ausgestaltung des Arbeitsvertrages bzw. der Zusatzvereinbarung, Geschäftsadresse (E. 6-7).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F29-01-2004-2A-109-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F29-01-2004-2A-109-2003)

#### **2A.127/2003, Urteil vom 29.01.2004**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zrich, Verwaltungskommission, vom 18. Februar 2003.

Art. 6, 8, 12, 25, 27 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwalt ist Arbeitnehmer der Y. AG und als Gesellschafter zu 5 % an einer im Bereich Wirtschaftsberatung (Aktien, Wertpapiere, Analysen) tätigen GmbH beteiligt.

Fachliche und persönliche Voraussetzungen der Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; insbesondere anwaltliche Unabhängigkeit (Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA ) (E. 2).

Anwaltstätigkeit und Anwaltsmonopol; Wirtschaftsfreiheit; Unabhängigkeit des Anwalts; Berufspflichten des Anwalts (Art. 12 lit. c BGFA); Interessenkollisionen; Entstehungsgeschichte des BGFA (E. 3 u. 4).

Ausübung des Anwaltsberufs durch Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU oder EFTA (Art. 25 und Art. 27 BGFA), Freizügigkeitsabkommen (E. 5).

Voraussetzungen der Zulassung von Teil- und Vollzeitangestellten zur (nebensächlichen) Berufsausübung als Rechtsanwalt; die Eintragung ins kantonale Anwaltsregister ist mangels Nachweises der Unabhängigkeit mit Bundesrecht nicht vereinbar (E. 6 u. 7).

Art. 36 BGFA regelt als Übergangsbestimmung die Anerkennung von Anwaltspatenten, die möglicherweise

den Voraussetzungen nicht genügen, welche nunmehr nach dem Anwaltsgesetz gelten. Kein Recht auf Registereintrag gestützt auf Art. 36 BGFA (E. 8).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F29-01-2004-2A-127-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F29-01-2004-2A-127-2003)

### **2A.101/2003, Urteil vom 13.12.2003**

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen den Beschluss des Obergerichts des Kantons Zürich, Verwaltungskommission, vom 6. Februar 2003.

Art. 6, 8, 12, 25, 27 und 36 BGFA.

Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; Voraussetzung der anwaltlichen Unabhängigkeit.

Anwältin als Juristin im Konzernrechtsdienst einer Versicherungs-Gesellschaft tätig sowie als Prokuristin mit Kollektivunterschrift zu zweien für die Y. Services und die Y. Holding im Handelsregister eingetragen.

Zulässigkeit der Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen kantonale letztinstanzliche Entscheide betreffend Eintragungen ins kantonale Anwaltsregister. Das Beschwerderecht steht auch dem Anwaltsverband des betreffenden Kantons zu (E. 1).

Fachliche und persönliche Voraussetzungen der Eintragung ins kantonale Anwaltsregister; insbesondere anwaltliche Unabhängigkeit (Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA) (E. 2).

Anwaltstätigkeit und Anwaltsmonopol; Wirtschaftsfreiheit; Unabhängigkeit des Anwalts und Wettbewerb; Berufspflichten des Anwalts (Art. 12 lit. c BGFA); Interessenkollisionen; Entstehungsgeschichte des BGFA (E. 3 u. 4).

Ausübung des Anwaltsberufs durch Anwälte aus Mitgliedstaaten der EU oder EFTA (Art. 25 und Art. 27 BGFA), Freizügigkeitsabkommen; die ausländischen Anwälte, die in einem Vertragsstaat tätig werden wollen, sind ihren inländischen Berufskollegen insbesondere in Bezug auf die Berufspflichten (wie das Unabhängigkeitsgebot) gleichgestellt; Auslegung von Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA; Anforderungen an die Unabhängigkeit (E. 5).

Voraussetzungen der Zulassung von Teil- und Vollzeitangestellten zur (nebensächlichen) Berufsausübung als Rechtsanwalt; Ausgestaltung des Arbeitsvertrages bzw. der Zusatzvereinbarung, Geschäftsadresse (E. 6-7).

Keine gesetzliche Grundlage, um den Registereintrag mit einem Zusatz über die nebenberufliche Ausübung der Anwaltstätigkeit zu versehen (E. 8).

Erfüllt eine Person die ordentlichen Voraussetzungen des BGFA für einen Eintrag ins Register, erübrigt sich eine Berufung auf Art. 36 BGFA als Übergangsbestimmung (E. 9).

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F13-12-2003-2A-101-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F13-12-2003-2A-101-2003)

### **2P.216/2003, arrêt du 01.10.2003**

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F01-10-2003-2P-216-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F01-10-2003-2P-216-2003)

### **2P.79/2003, sentenza del 04.07.2003**

[relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show\\_document&highlight\\_docid=aza%3A%2F%2F04-07-2003-2P-79-2003](http://relevancy.bger.ch/php/aza/http/index.php?lang=de&zoom=&type=show_document&highlight_docid=aza%3A%2F%2F04-07-2003-2P-79-2003)